Addendum au supplément au JDJ n° 259 d'octobre 2006 publiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse modifiée par les lois des 15 mai et 13 juin 2006

MODIFICATION DES LOIS DES 8 AVRIL 1965 ET 15 MAI 2006 EN MATIÈRE DE DÉLINQUANCE JUVÉNILE ET DES LOIS DES 8 AVRIL 1965 ET 1^{ER} MARS 2002 EN MATIÈRE DE DÉLINQUANCE JUVÉNILE, AINSI QUE DU CODE JUDICIAIRE PAR LES LOIS DU 27 DÉCEMBRE 2006

LOI DU 27 DÉCEMBRE 2006 PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES (I)

Monit. 28/12/06

Chapitre II. - Modification des lois des 8 avril 1965 et 15 mai 2006 en matière de délinquance juvénile

**Section 1^{ère}. - Modification de la loi du
8 avril 1965 relative à la protection de
la jeunesse, à la prise en charge des
mineurs ayant commis un fait quali-
fié infraction et à la réparation du
dommage causé par ce fait**

Art. 375. Les articles 43bis et 53bis de
la loi du 8 avril 1965 relative à la protec-
tion de la jeunesse, à la prise en charge
des mineurs ayant commis un fait quali-
fié infraction et à la réparation du dom-
mage causé par ce fait, sont abrogés.

**Section 2. - Modifications de la loi du
15 mai 2006 modifiant la loi du 8 avril
1965 relative à la protection de la jeu-
nesse, du Code d'instruction crimi-**

**nelle, le Code pénal, le Code civil, la
nouvelle loi communale et la loi du
24 avril 2003 réformant l'adoption**

Art. 376. Dans l'article 2 de la loi du 15
mai 2006 modifiant la loi du 8 avril 1965
relative à la protection de la jeunesse,
du Code d'instruction criminelle, le Code
pénal, le Code civil, la nouvelle loi com-
munale et la loi du 24 avril 2003 réfor-
mant l'adoption, sont apportées les mo-
difications suivantes :

- 1^o dans la phrase introductive, les mots
«*qui devient l'article 38*» sont rem-
placés par les mots «*qui devient l'ar-
ticle 38bis*»;
- 2^o à l'article 37bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, §
2, alinéa 1^{er}, § 3, alinéas 1^{er} et 2, le
mot «*présumée*» est remplacé par
les mots «*soupçonnée d'*».

Art. 377. Dans l'article 15 de la même
loi, sont apportées les modifications sui-
vantes :

- 1^o les mots «*de la personne visée à l'ar-
ticle 36, 4^o*» sont remplacés par les
mots «*de la personne concernée*»;
- 2^o les mots «*60, modifié par la loi du 2
février 1994, et 61 de la même loi*»
sont remplacés par les mots «*et 60
de la même loi, modifié par la loi du
2 février 1994*»;
- 3^o la phrase suivante est ajoutée :
«*Dans l'article 61 de la même loi, les
mots «le mineur» sont remplacés par
les mots «la personne concernée*».

Section 3. - Disposition finale

Art. 378. Le présent article, ainsi que
les articles 375 à 377 entrent en vigueur
le jour de la publication de la présente
loi au Moniteur belge.

LOI DU 27 DÉCEMBRE 2006 PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES (II)

Monit. 28/12/06

Chapitre VII. - Modification des lois des 8 avril 1965 et 1^{er} mars 2002 en matière de délinquance juvénile, ainsi que du Code judiciaire

**Section 1^{ère}. - Modification de la loi du
8 avril 1965 relative à la protection de
la jeunesse, à la prise en charge des
mineurs ayant commis un fait quali-
fié infraction et à la réparation du
dommage causé par ce fait**

Art. 87. À l'article 5 de la loi du 13 juin
2006 modifiant la législation relative à
la protection de la jeunesse et à la prise
en charge des mineurs ayant commis
un fait qualifié infraction, l'article 29bis,
première phrase, de la loi du 8 avril 1965
relative à la protection de la jeunesse, à
la prise en charge des mineurs ayant
commis un fait qualifié infraction et à la
réparation du dommage causé par ce

fait, est remplacé par la disposition sui-
vante :

«**Art. 29bis.** - Lorsque le tribunal de la
jeunesse a déclaré établi un fait qualifié
infraction pour lequel un mineur était
poursuivi, il peut, sur réquisition du mi-
nistère public ou d'office, ordonner aux
personnes qui exercent l'autorité paren-
tale sur ce mineur d'accomplir un stage
parental, s'ils manifestent un désinté-
rêt caractérisé à l'égard du comportement
délinquant de ce dernier, et que ce dés-
inté-
rêt contribue aux problèmes du mi-
neur.»

Art. 88. À l'article 7, 2^o, de la même loi,
l'article 37, § 2, alinéa 2, première
phrase, de la loi du 8 avril 1965 relative
à la protection de la jeunesse, à la prise
en charge des mineurs ayant commis
un fait qualifié infraction et à la répara-
tion du dommage causé par ce fait, est
complété par les mots «*déférées du chef
d'un fait qualifié infraction*».

Art. 89. À l'article 11 de la même loi, l'ar-
ticle 45bis, première phrase, de la loi du
8 avril 1965 relative à la protection de la
jeunesse, à la prise en charge des mi-
neurs ayant commis un fait qualifié in-
fraction et à la réparation du dommage
causé par ce fait, est remplacé par la
disposition suivante :

«**Art. 45bis.** - Lorsque les personnes qui
exercent l'autorité parentale sur le mi-
neur qui déclare ne pas nier avoir com-
mis un fait qualifié infraction manifestent
un désinté-
rêt caractérisé à l'égard du
comportement délinquant de ce dernier,
et que ce désinté-
rêt, qui contribue aux
problèmes du mineur, le procureur du
Roi peut leur proposer d'accomplir un
stage parental.»

Art. 90. À l'article 13 de la même loi, le
mot «*présumée*» est remplacé par le
mot «*soupçonnée d'*» dans l'article
45quater, § 2, alinéa 2, de la loi du 8

Addendum au supplément au JDJ n° 259 d'octobre 2006 publiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse modifiée par les lois des 15 mai et 13 juin 2006

avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

Art. 91. À l'article 13 de la même loi, les mots «*l'auteur du fait qualifié infraction*» sont remplacés par les mots «*la personne visée à l'article 36, 4°,* » dans l'article 45quater, § 3, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

Art. 92. L'article 37 § 2, alinéa 1^{er}, 8° de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, modifié par la loi du 13 juin 2006, est complété comme suit :

«*En cas de placement dans un régime éducatif fermé, la procédure en matière de sortie de l'établissement visées à l'article 52quater, alinéas 3 à 6, 9 et 10 s'applique.*».

Art. 93. À l'article 37, § 2quater, alinéa 1^{er}, 4°, et 37, § 2quater, 2^e alinéa, 5°, de la même loi, inséré par la loi du 13 juin 2006, les mots «*ont fait l'objet*» sont remplacés par les mots «*font l'objet*».

Art. 94. À l'article 48, § 2, dernier alinéa, de la même loi, les mots «*conformément à l'article 38*» sont remplacés par les mots «*conformément à l'article 57bis*».

Art. 95. À l'article 51, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 13 juin 2006, les mots «*ainsi que toutes les victimes éventuelles*» sont supprimés.

Art. 96. À l'article 52bis, alinéa 1^{er} de la même loi, les mots «*article 52quater, alinéa 4*» sont remplacés par les mots «*article 52quater, alinéas 7 et 8*».

Art. 97. À l'article 52ter, alinéa 4, de la même loi, modifié par les lois des 15 mai et 13 juin 2006, les mots «*son avocat et à*» sont supprimés.

Art. 98. L'article 52quater, alinéa 3, de la même loi, est remplacé par les alinéas suivants :

«*En outre, les sorties de l'intéressé de l'établissement sont soumises aux conditions suivantes :*

1° *les sorties de l'établissement pour des comparutions judiciaires des besoins médicaux ou pour assister aux funérailles en Belgique en cas de décès d'un membre de la famille jusqu'au deuxième degré inclus, ne nécessitent pas une autorisation du*

juge de la jeunesse ou du tribunal de la jeunesse. Par contre, l'établissement informe le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse préalablement par voie de télécopie de toute sortie dans ce sens. Le Roi peut par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres élargir cette règle à d'autres types de sorties;

2° *les types de sorties décrites dans le projet pédagogique que l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse communique au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse avec mention des types d'encadrement par type de sorties, peuvent être interdites par le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse par décision motivée pour une ou plusieurs des raisons décrites à l'alinéa 4. L'interdiction peut également ne porter que sur certains types d'activités et peut être liée à un encadrement insuffisant;*

3° *les sorties dans le cadre d'activités ne faisant pas explicitement partie du projet pédagogique de l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse font l'objet d'une demande au cas par cas auprès du juge de la jeunesse ou du tribunal de la jeunesse en précisant le type d'encadrement prévu. La demande est faite au plus tard cinq jours ouvrables avant le début de l'activité. Le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse se prononce dans un délai de quatre jours ouvrables. Copie de la demande est sans délai communiquée au ministère public par le greffe.*

La décision du juge ou du tribunal de la jeunesse est notifiée par voie de télécopie à l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse. Copie de la décision est communiquée dans les 24 heures au ministère public par le greffe. En cas d'interdiction de sortir de l'établissement, le juge ou le tribunal de la jeunesse mentionne les motifs de cette interdiction qui sont basés sur une ou plusieurs des raisons suivantes :

1° *l'intéressé a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui;*
2° *il existe de sérieuses raisons de craindre que l'intéressé, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers;*
3° *l'intérêt d'une victime ou de son en-*

tourage nécessite cette interdiction. Le juge de la jeunesse ou tribunal de la jeunesse peut demander au service d'accueil aux victimes de rédiger une fiche victimes.

L'appel du ministère public contre une sortie mentionnée à l'alinéa 3, 2° ou 3° est suspensif durant les quinze jours qui suivent l'acte d'appel. L'appel contre une sortie mentionnée à l'alinéa 3, 2°, doit être interjeté dans un délai de quarante-huit heures, qui court à compter de la communication de la décision du juge de la jeunesse ou du tribunal de la jeunesse de confier le jeune à une institution communautaire publique de protection de la jeunesse, en régime éducatif fermé. Le ministère public en informe sans délai l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse concernée.

Le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse peut, en tout temps, soit d'office, soit à la demande du ministère public, modifier la décision mentionnée à l'alinéa 3, 2° et 3°.

Art. 99. À l'article 58, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots «*article 52quater, alinéa 6*» sont remplacés par les mots «*article 52quater, alinéa 9*».

Art. 100. À l'article 60, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 13 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° après la première phrase, la phrase suivante est insérée :

«*Le greffe adresse sans délai une copie de la requête au ministère public.*»;

2° la deuxième phrase qui devient la troisième phrase, est complétée par les mots «*, ainsi que le ministère public si ce dernier en formule la demande.*».

Art. 101. À l'article 63quater de la même loi, les mots «*article 52quater, alinéas 6 et 7*» sont remplacés par les mots «*article 52quater, alinéas 9 et 10*».

Art. 102. À l'article 89 de la même loi, modifié par la loi du 13 juin 2006, les mots «*71, 80, 81, 82, 85 et 86*» sont remplacés par les mots «*71 et 85*».

Section 2. - Modifications de la loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction

Art. 103. L'article 6, § 2, de la loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, est complété par les alinéas suivants :

Addendum au supplément au JDJ n° 259 d'octobre 2006 publiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse modifiée par les lois des 15 mai et 13 juin 2006

«Copie de l'avis de la direction du Centre et de l'autorisation est, dès réception et sans délai, communiquée par le greffe au ministère public.

Les sorties de l'établissement pour des comparutions judiciaires des besoins médicaux ou pour assister aux funérailles en Belgique en cas de décès d'un membre de la famille jusqu'au deuxième degré inclus, ne nécessitent pas une autorisation du juge de la jeunesse ou du juge d'instruction. Le Roi peut élargir cette règle à d'autres types de sorties.

Si le tribunal de la jeunesse ou le juge d'instruction refuse l'autorisation demandée en vue de quitter le centre, il mentionne les motifs de cette interdiction qui sont basés sur une ou plusieurs des raisons suivantes :

- 1° l'intéressé a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui;
- 2° il existe de sérieuses raisons de craindre que l'intéressé commette de nouveaux faits qualifiés infraction, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers;
- 3° l'intérêt d'une victime ou de son entourage nécessite cette interdiction. Le juge de la jeunesse ou le juge d'instruction peut demander au service d'accueil aux victimes de rédiger une fiche victimes.».

Art. 104. À l'article 7 de la même loi, le § 1^{er} est supprimé et la répartition en paragraphes est abandonnée.

Art. 105. L'article 8, alinéa 2, de la même loi est complété comme suit :

«Par contre, l'appel contre une autorisation de sortie du centre est suspensif durant les quinze jours qui suivent l'acte d'appel.».

Section 3. - Modification du Code judiciaire

Art. 106. L'article 144septies, alinéa 2, du Code judiciaire, inséré par la loi du 13 juin 2006, est complété comme suit : «3° ét abli, dans le respect des compétences respectives, des contacts permanents avec les fonctionnaires dirigeants des services des communautés chargés de la mise en oeuvre des décisions de placement.».

Section 4. - Disposition finale

Art. 107. Le présent article, ainsi que les articles 87, 88, 89, 95, 97, 100, 102, 104 et 106 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Les articles 92, 96, 98, 99, 101, 103 et 105 entrent en vigueur le 1^{er} mars 2007.

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de l'article 94.

Recyclage en droit 2007

De mars à mai 2007 à Mons et à Bruxelles

Organisé par le Centre des Facultés universitaires catholiques pour le recyclage en droit - 29^{ème} session.

Premier cycle : les contrats

À Bruxelles : FUSL - Faculté de droit - auditoire 1 - Boulevard du Jardin Botanique, 43.

À Mons : Campus des FUCAM - auditoire a3 - chaussée de Binche, 151.

Le contrat de donation - les clauses essentielles, le 1^{er} mars 2007, de 18 à 20 h à Bruxelles et le 8 mars 2007, de 18 à 20 h à Mons.

Le contrat de transaction, le 8 mars 2007, de 18 à 20 h à Bruxelles et le 15 mars 2007, de 18 à 20 h à Mons.

Le contrat d'entreprise hors construction et la protection des consommateurs, le 15 mars 2007, de 18 à 20 h à Bruxelles et le 22 mars 2007, de 18 à 20 h à Mons.

Deuxième cycle : droit de la famille

Le droit du divorce en (perpétuelle) mutation

Par Jacques Fierens, avocat au barreau de Bruxelles, professeur extraordinaire aux FUNDP à Namur, chargé de cours à l'ULg

Périodiquement depuis 175 ans, le droit belge s'attelle à la résolution de la quadrature du cercle en souhaitant permettre aux futurs ex-époux de divorcer sans procédures interminables et sans souffrances inutiles pour eux-mêmes ou leurs enfants. Si un des deux refuse le divorce par consentement mutuel, la question de la faute redevient centrale. Faites-la sortir par la porte (quant au fond du divorce), elle revient par la fenêtre (quant aux effets du divorce). Comment la jurisprudence récente traite-t-elle la question ? Où en sera le «projet de loi 2341» réformant le divorce ? La réflexion portera aussi sur la manière dont la loi du 18 juillet 2006 tendant à privilégier l'hébergement égalitaire peut contribuer à la paix des familles.

Jeudi 19 avril 2007, de 18 à 20h [FUSL]

Jeudi 26 avril 2007, de 18 à 20h [FUCAM]

De la toute puissance à la modestie : le juge de paix et l'article 223 du code civil

Par Thierry Marchandise, juge de paix, assistant aux FUSL.

Après avoir rappelé qu'en Belgique plusieurs magistrats différents gèrent les conflits conjugaux, la question sera posée de savoir ce que la justice de paix peut y faire. Les quelques grands principes et questions de l'article 223 seront aussi abordés.

Jeudi 26 avril 2007, de 18 à 20h [FUSL]

Jeudi 3 mai 2007, de 18 à 20h [FUCAM]

Le nouveau droit de la filiation

Par Jehanne Sosson, professeur à l'UCL, avocat au barreau de Bruxelles.

Le législateur a entrepris de réformer le droit de la filiation très largement déconstruit par les différents arrêts rendus par la Cour d'arbitrage. Une loi nouvelle, dont le texte de base a d'ores et déjà été adopté par les Assemblées en juin 2006, devrait entrer en vigueur au début de l'année 2007, après quelques ultimes retouches qui y seront en principe apportées par la loi-programme fin 2006.

Cette loi modifiera de façon substantielle d'une part le champ ou les conditions d'application de certains modes d'établissement de la filiation (dont la présomption de paternité et les reconnaissances maternelle et paternelle) et d'autre part le régime des actions judiciaires s'y rapportant (action en contestation de la paternité du mari, recours en cas d'absence des consentements nécessaires à la reconnaissance, action en contestation de reconnaissance, action en recherche de paternité ou maternité).

Le droit d'inscription à chacun des cycles de trois conférences s'élève à 80 euros. Il comprend les livrets édités par Anthemis et reprenant les contributions des orateurs. L'inscription est gratuite pour les étudiants en droit mais elle ne permet pas d'obtenir les livrets distribués aux participants en début de séance.

Rens. : Madame N. Noël-Adams, Bruxelles - FUSL, tél. : 02 - 211 79 58, fax : 02 - 211 79 97, noel@fusl.ac.be, http://www4.fusl.ac.be/4DACTION/EWB_Page/723/2-721/2006

Madame C. Guérin-Demoustier, Mons - FUCAM, tél. : 065 - 32 34 00, fax : 065 - 32 33 00, cecile.demoustier@fucam.ac.be, <http://www.fucam.ac.be/ufdr/recyclage>